

Histoire

PIERRE MAUROY, PREMIER SECRÉTAIRE À L'ÉPREUVE DE LA PRÉSIDENTIALISATION DU PARTI SOCIALISTE

Rémi Lefebvre

06/06/2016

Dans une troisième partie de la journée d'études « Pierre Mauroy et François Mitterrand, une longue histoire (1965-2013) » organisée le 19 juin 2015 à Lille et consacrée aux années après Matignon, Rémi Lefebvre revient sur le Premier secrétariat de Pierre Mauroy et le congrès de Rennes.

La séquence qui suit la seconde victoire présidentielle de François Mitterrand en 1988 met sous tension la relation entre Pierre Mauroy et le président. Incarnation de l'esprit de parti et de la loyauté à l'organisation, Pierre Mauroy accède à une fonction longtemps convoitée, la tête du Parti socialiste. Lors d'un entretien avec le journaliste Éric Dupin en juin 1990, il a exprimé l'ambiguïté de ce dessein ancien : « C'était un rêve presque inavoué à moi-même. » Il assume néanmoins cette mission dans le pire des contextes pour le parti, celui d'une guerre de succession qui exacerbe les divisions et l'ensauvage. Le premier secrétaire dirige en effet le Parti socialiste au moment de la période critique ouverte par l'après-Mitterrand, nouveau cycle politique puisque chacun sait désormais que le leadership pour le Parti socialiste est à reconstruire après deux victoires présidentielles. « Cette élection devait être un accomplissement : ce fut une épreuve », écrit Pierre Mauroy dans ses mémoires. Une lutte personnelle pour le leadership particulièrement âpre, s'engage qui met au second plan la lutte idéologique dans un contexte, celui de l'ouverture rocardienne, où le clivage gauche/droite s'effrite.

L'unité est chez Pierre Mauroy à la fois une identité (« une marque ») et une disposition profonde. Cet habitus unitaire, qui n'a jamais empêché chez lui la recherche du rapport de force, a été forgé dans la fédération du Nord, caractérisée, on le sait, par un puissant unanimisme issu du guesdisme et de la culture de classe ouvrière. « La fédération du Nord n'a jamais qu'une idée à la fois », disait Bracke dans l'entre-deux-guerres. Pierre Mauroy, héritier d'Augustin Laurent, a été marqué par

cette socialisation.

La séquence 1988-1990 que l'on abordera ici est celle d'un dirigeant, Pierre Mauroy, attaché viscéralement à l'unité du parti aux prises avec une machine partisane qui échappe à tout contrôle lors du congrès de Rennes. Une image parmi d'autres diffusée à la télévision a marqué les esprits. On voit Pierre Mauroy, le dimanche 18 mars 1990, alors que la salle du congrès se vide, prostré sur l'estrade, tenant une rose que vient de lui offrir une militante. Dans la typologie des congrès socialistes, le congrès de Rennes de mars 1990 est celui par excellence de la confrontation et du déchirement, comme plus récemment, en 2008, celui de Reims, lui aussi marqué par le choc des ambitions présidentielles. Injures, insultes, brouhaha, bras d'honneur : lors de ce congrès de Rennes, les délégués et dirigeants socialistes exhibent leurs divergences devant caméras et journalistes. Chaque « camp » a constitué un service d'ordre qui organise la claque et les huées. Dans ce congrès marqué par la plus grande des confusions, les alliances se font et se défont dans une ambiance délétère. La commission des résolutions se révèle *in fine* incapable de parvenir à un accord. Pour la première fois dans l'histoire du Parti socialiste, aucune synthèse n'a pu aboutir et le congrès s'achève dans un désordre général qui laisse le premier secrétaire abasourdi. Sans réel vainqueur, le congrès de Rennes maintient Pierre Mauroy à la tête du parti mais l'esprit de synthèse auquel il était si attaché n'a pu prévaloir. Cette synthèse n'est trouvée que dans la semaine qui suit et après une intervention de François Mitterrand.

Nous reviendrons d'abord sur les circonstances qui ont conduit à l'arrivée de Pierre Mauroy à la tête du parti, avant d'analyser son rôle de conciliateur dans la dynamique conflictuelle du congrès et d'esquisser une analyse de la période qui dépasse une compréhension en termes de simple présidentialisation. L'acuité de la division et l'intensité des luttes internes ne peuvent en effet s'expliquer uniquement par une grille de lecture centrée sur ce seul phénomène.

Pierre Mauroy, premier secrétaire

Pierre Mauroy a longtemps convoité le poste de premier secrétaire. Dans les années 1960, il est le dauphin présumé de Guy Mollet à la SFIO. En 1969, il est écarté d'une voix du secrétariat général du nouveau Parti socialiste par Alain Savary. La fonction lui échappe encore deux ans plus tard lorsqu'il est conduit à s'effacer pour faire place à François Mitterrand en 1971. C'est contre l'avis de ce dernier qu'il devient premier secrétaire en 1988, ce qui met sans conteste leur relation à l'épreuve. Le Parti socialiste échappe à François Mitterrand à partir de sa réélection de 1988 et le courant mitterrandiste éclate dans une lutte fratricide Fabius/Jospin que Pierre Mauroy cherche, en vain, à civiliser.

Dès l'élection de 1988, une bataille interne sans merci pour le contrôle de la direction du parti s'est engagée, étape perçue alors comme nécessaire pour pouvoir prétendre un jour être le candidat du Parti socialiste à l'élection présidentielle. La question du contrôle du parti pouvait apparaître depuis 1981 comme un enjeu relativement secondaire (ce qui ne veut pas dire que, dans certaines fédérations, il n'ait pas pris une acuité particulière, notamment là où les rocardiens étaient majoritaires). Elle prend à nouveau toute son importance avec la réélection de François Mitterrand, qui place au cœur de l'agenda partisan la question de sa succession. Les enjeux de pouvoir les plus saillants se déplacent dans l'arène partisane, fortement réinvestie. Comme le note Éric Dupin d'une juste expression, « le parti du pouvoir devient le théâtre d'une intense bataille pour le pouvoir dans le parti ».

Les relations entre Laurent Fabius et Lionel Jospin n'ont cessé de se dégrader depuis la conduite de la campagne législative de 1986, durant laquelle le président de la République a arbitré en faveur du Premier ministre. Au congrès de Lille en 1987, une majorité constituée de mitterrandistes (A) et de mauroyistes (B) est reconduite. En 1988, Lionel Jospin souhaite mettre un terme à ses activités dirigeantes à la tête du parti. La place de premier secrétaire est donc vacante. Très tôt, François Mitterrand marque sa préférence pour Laurent Fabius. Le maire de Lille, quant à lui, envisage au départ de n'être candidat que si son nom fait consensus. Malgré des hésitations dans son propre camp, des proches comme Gérard Collomb ou Gilles Johanet l'incitent à maintenir sa candidature sans l'adoubement présidentiel. La mobilisation contre la candidature de Laurence Fabius est en effet très forte. C'est au nom de l'unité à préserver, en question selon lui dans cette conjoncture, que Pierre Mauroy brigue ainsi la candidature du parti. Il est surpris de voir autant de mitterrandistes, jusque-là parfois méprisants à son égard, le pousser à être premier secrétaire. Lors d'un échange à Rouen avant le premier tour de la présidentielle, Pierre Mauroy et Laurent Fabius s'informent mutuellement de leurs projets de candidature. Une entrevue entre le maire de Lille et le président a lieu tout de suite après la victoire présidentielle de 1988. François Mitterrand lui propose la présidence de l'Assemblée nationale. Pierre Mauroy marque sa préférence pour la rue de Solferino. À la différence de Laurent Fabius, il prétend incarner « une certaine tradition de la social-démocratie en France » et plaide, dans le contexte de l'ouverture, pour le maintien de « cette continuité dans laquelle se reconnaît la plus grande partie des militants ». Pierre Mauroy précise alors qu'il n'ira pas contre sa volonté, mais François Mitterrand ne l'exprime pas clairement : « il faudra en reparler. » Officieusement, il soutient cependant l'hypothèse Fabius.

La candidature de Laurent Fabius annoncée par une dépêche à l'AFP le 10 mai 1988 provoque des remous dans le parti. Henri Emmanuelli est convaincu qu'elle suscitera de nombreux refus dans la motion Mauroy-Jospin et encourage Pierre Mauroy à aller jusqu'au bout, de même qu'André Laignel, autre mitterrandiste historique. Les pointages dans les fédérations réalisés par Daniel Vaillant et

Jean-Marie Le Guen lui sont plutôt favorables. Lionel Jospin ne veut pas (encore) prendre personnellement la tête de la croisade contre Laurent Fabius mais donne crédit à la candidature de Pierre Mauroy. Le 11 mai, ce dernier adresse une lettre au président reproduite dans ses mémoires : il invoque le soutien de mitterrandistes historiques et en appelle à « une identité confirmée de leur parti ». Les jospinistes diffusent cette lettre à l'AFP pour empêcher Pierre Mauroy de faire machine arrière. Dans ses mémoires, il écrit : « J'ai bien conscience d'ouvrir avec François Mitterrand un nouveau désaccord. J'espère encore qu'il règlera par l'un de ces acquiescements tacites dont nous sommes familiers. Ce ne sera pas le cas. » La majorité du parti est sans doute favorable au maire de Lille, qui disposerait du soutien du courant Rocard. Mais la règle en vigueur au Parti socialiste est que le candidat au poste de premier secrétaire soit présenté par la motion majoritaire. Le candidat doit donc être désigné au préalable au sein de cette motion, ce qui conduit à un affrontement direct entre les deux postulants déclarés. Concrètement, les membres de la motion du comité directeur sont appelés à se prononcer. Le vote, très incertain, a lieu au Sénat dans la nuit du 13 au 14 mai 1988, précédé d'une campagne faite de tractations, de pressions et de tensions. Pierre Mauroy peut compter, outre les appuis précédemment évoqués, sur le soutien d'une partie des anciens de la Convention des institutions républicaines comme Louis Mexandeau ou Claude Estier. Une initiative prise par Pierre Joxe, sans doute avec l'aval de François Mitterrand, va jouer un rôle décisif. Il demande aux deux candidats de renoncer au profit d'un troisième et suggère Louis Mermaz. Pierre Mauroy appuie la démarche en invoquant l'unité du parti et accepte donc de s'effacer. Laurent Fabius refuse de se retirer. Le vote a donc lieu. L'attitude « positive » et constructive de Pierre Mauroy lui permet de se rallier une partie des conventionnels indécis. Pierre Mauroy est désigné candidat par 63 voix pour et 54 contre et devient naturellement, cette première étape passée, premier secrétaire à l'unanimité du comité directeur.

Durant de longs mois, le président refuse de voir le nouveau premier secrétaire, dont la légitimité est fragile puisqu'elle procède de la division des mitterrandistes. La presse présente l'élection de Pierre Mauroy comme un véritable acte de rébellion d'une fraction du courant majoritaire contre François Mitterrand. S'engage ainsi une dynamique qui va conduire à l'éclatement de la composante qui a vertébré le Parti socialiste en prenant en charge sa reconstruction depuis 1971. La situation est d'autant plus délicate politiquement que Pierre Mauroy prend quelque distance avec l'ouverture et se porte garant, dans une période déstabilisante pour l'identité du parti, des fondamentaux socialistes comme l'union de la gauche. Entre les deux tours des élections législatives, il élabore ainsi avec Bernard Roman un texte nettement en rupture avec la stratégie de l'ouverture. À la tête du parti, le maire de Lille met l'accent sur son organisation, le développement des réseaux associatifs et la communication (avec l'hebdomadaire *Vendredi* dont la responsabilité est assurée par Bernard Roman). Il s'entoure à la direction de proches de Lionel Jospin (Henri Emmanuelli, Daniel Vaillant, Gérard Le Gall, Jean-Jack Queyranne) et d'un fabiusien, Marcel

Debarge. Il plaide pour un « socialisme de transformation » contre « un socialisme de gestion ».

Si le dialogue et la confiance sont assez vite rétablis avec le président de la République, la rivalité Fabius/Jospin s'exacerbe à mesure qu'approche le congrès. Laurent Fabius se trouve dans une situation difficile au sein du Parti socialiste, qui lui a échappé en 1988. Hors du gouvernement, il est privé de ressources gouvernementales directes et se voit forcé d'accumuler suffisamment de ressources politiques pour participer à la distribution interne des postes, condition *sine qua non* de sa reconnaissance en tant que leader politique, les liens directs avec l'Élysée ne suffisant plus. Afin de préparer sa revanche, il utilise son mandat de président de l'Assemblée nationale et les ressources de l'hôtel de Lassay pour entretenir et tisser ses réseaux, notamment chez les élus (on parlera d'un « socialisme hôtelier »). La préparation du congrès de Rennes domine les esprits et les débats. La presse fait état d'une concurrence effrénée dans la production de cartes d'adhérents en vue des votes à venir, notamment du côté des fabusiens, dont les pratiques jugées brutales choquent de nombreux dirigeants. L'offensive menée tous azimuts par les proches du président de l'Assemblée nationale conduit au raidissement des jospiniens et des rocardiens.

L'épreuve du congrès de Rennes

Durant les mois de préparation du congrès de Rennes, le souci d'unité du parti est l'idée fixe de Pierre Mauroy. Il met en garde le président de la République, François Mitterrand. On lit dans ses Mémoires : « Il percevait bien les dangers d'une situation qui avait toutes les chances d'échapper à la raison. Cependant, la presque totalité de son entourage était acquise à la stratégie de revanche de Laurent Fabius. » Il vise la reconduction de l'ancienne motion AB. C'est pourquoi il ne signe aucune contribution. En septembre, il déclare dans la fédération du Nord : « Moi, mon courant, c'est le parti. Si les amis de Laurent Fabius et Lionel Jospin ne sont pas capables de faire la synthèse, ils auront porté un coup fatal au mitterrandisme. » Des huit contributions présentées le 28 octobre 1989 dans la fédération du Nord, le maire de Lille dit qu'elles ne divergent guère sur le fond. Tout au long de la phase de congrès, il ne cesse d'insister sur l'absence d'oppositions idéologiques. Dans le même sens, Bernard Roman dénonce l'artificialité des clivages de dirigeants de plus en plus éloignés de la base militante. Pour autant, Pierre Mauroy n'est pas neutre. Il cherche à maintenir sa position, que l'offensive de Laurent Fabius met en cause. « Après le mois de décembre, écrit-il, l'enjeu apparut tel qu'il était : il ne s'agissait ni plus ni moins que de renverser la majorité et de changer le premier secrétaire. Dans ces conditions, je ne pouvais guère que m'engager moi-même dans une bataille en signant une motion Mauroy-Jospin tout en m'efforçant d'éviter une rupture interne. » La décision du président de l'Assemblée nationale de déposer un texte et de se compter (présenter un texte soumis au vote) n'a pu être prise qu'avec l'aval du président de la République, qui cherchait sans doute à rééquilibrer les choses (construire un rapport de forces) et espérait une

réconciliation au congrès.

À l'issue du comité directeur du Parti socialiste des 13 et 14 janvier 1990, sept motions sont soumises au vote des militants. Elles recueillent les scores suivants :

- motion 1, de Lionel Jospin, Pierre Mauroy et Louis Mermaz : 28,95 %
- motion 2, de Jean Poperen : 7,2 %
- motion 3, de Michel Rocard : 24,2 %
- motion 4, de Jean-Luc Mélenchon : 1,35 %
- motion 5, de Laurent Fabius : 28,84 %
- motion 6, de Marie-Noëlle Lienemann : 0,6 %
- motion 7, de Jean-Pierre Chevènement : 8,5 %.

Le niveau de la motion Fabius étonne les commentateurs, mais le président de l'Assemblée nationale a organisé méthodiquement la campagne interne et rallié de nombreux élus, qui contrôlent des sections souvent captives et emportent le vote des militants. Ces derniers se sont exprimés et le parti est particulièrement fragmenté. Les motions 1 et 5 sont au coude à coude, il n'existe plus d'axe majoritaire dans le parti. Les rocardiens maintiennent leur position et aucun des camps au sein de la sensibilité mitterrandiste ne l'emporte sur l'autre. Cette situation donne au congrès un rôle décisif dans l'arbitrage du rapport de force. Le jeu apparaît comme particulièrement ouvert et incertain. Lionel Jospin abandonne l'idée du « pacte d'unité mitterrandiste » un temps évoqué, ce qui lui permet d'explorer toutes les solutions d'alliances possibles, sauf avec Laurent Fabius. Éric Dupin détaille les configurations d'alliance très diverses qui sont testées et négociées dans les jours précédant le congrès. Un accord Jospin-Chevènement-Poperen est envisagé quelques jours avant. Avec 45 % des mandats, il pourrait devenir maître du congrès. Mais Jean Poperen refuse de s'enfermer dans une coalition dont le postulat demeure la reconduction du premier secrétaire. Michel Rocard est saisi d'une demande d'alliance avec Laurent Fabius qu'il rejette, faute de confiance. Les alliances se font et se défont. La stratégie de Pierre Mauroy est clairement de rassembler l'ensemble des courants. Il cherche une synthèse générale, ce qui est une contrainte de rôle liée à sa position de premier secrétaire. « Premier secrétaire sortant et postulant, par principe, à sa propre succession, il ne veut pas qu'il soit dit que, s'il n'y a pas de synthèse générale, la faute lui en incomberait. » Le mercredi 14 mars, il prend un engagement devant le président de la République : soit il parvient à être l'homme de la synthèse générale, soit il ne sera plus premier secrétaire au terme du congrès.

Le congrès débute le jeudi 15 mars. Les tensions sont d'emblée très fortes. Le premier secrétaire est frappé par l'agressivité des fabusiens et leur détermination à en découdre. En fin de matinée,

le samedi, Pierre Mauroy prononce son discours et annonce qu'il ne restera premier secrétaire que dans l'hypothèse d'une synthèse. Il conclut : « C'est vrai que nous nous sommes affrontés, quelquefois durement. C'est là le risque de notre engagement militant. Mais aujourd'hui, l'exigence de cet engagement, c'est de faire une synthèse. » Durant ce congrès, appelant à la « responsabilité », il sera l'infatigable artisan de la synthèse, qui ne ferait selon lui « que des gagnants ». Ce registre de l'unité est à la fois conforme à son rôle de premier secrétaire, garant du rassemblement, et à son identité d'unitaire dans le parti.

On ne peut ici restituer dans sa complexité le jeu des négociations qui se développent lors du congrès. Toutes les combinaisons sont testées. L'axe Jospin-Chevènement-Rocard est celui qui ressurgira le plus. La commission des résolutions se tient à la mairie de Rennes. Pierre Mauroy s'y heurte à un blocage total et à une stratégie de conflit engagée de part et d'autre. Il cherche à aplanir les différends dans la commission en mettant en place des petits groupes, son leitmotiv dans le congrès. À la grande satisfaction des fabusiens, aucune majorité ne se dégage contre eux mais le président de l'Assemblée nationale doit renoncer à l'idée de prendre la tête du parti (Michel Rocard lui signifie à plusieurs reprises qu'il ne remettra pas en cause le leadership du premier secrétaire sortant). Laurent Fabius doit désormais au mieux négocier les places dans la direction (il tente un moment de négocier les fédérations avec le premier secrétaire, qui refuse). Pierre Mauroy exprime dans la commission sa crainte de voir les fabusiens être repoussés dans la minorité, ce qui ouvrirait selon lui une crise institutionnelle sans précédent en mettant en difficulté le président. La commission n'avance ni sur un texte, ni sur un accord de responsabilité. Un compromis est trouvé un temps, qui porte surtout sur la répartition des responsabilités. Pierre Mauroy propose aux fabusiens le poste de numéro deux et la présidence de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR). François Mitterrand soutient les efforts de Pierre Mauroy (Édith Cresson et Roland Dumas sont en liaison téléphonique constante avec lui) et transmet des consignes de modération à Laurent Fabius. Mais, dans le camp de la motion de Pierre Mauroy, domine le sentiment que l'accord négocié fait la part trop belle à Laurent Fabius (la FNESR dans le parti d'élus est une concession majeure). La stratégie de Pierre Mauroy a échoué. Il envisage de « rentrer à Lille ». L'alliance Jospin-Rocard-Chevènement reprend alors de la vigueur.

Le Premier ministre menace de prendre le parti malgré les mises en garde du premier secrétaire : pour lui, le président de la République et le Premier ministre ne peuvent s'opposer. Michel Rocard donne son analyse de cette position quelques années plus tard : « Le parti pouvait retrouver une majorité si Jospin et Mauroy s'alliaient avec moi. Consigne du président, depuis Paris : en aucun cas jamais [...]. Mauroy comme d'habitude était un peu hésitant. Il prêchait la réconciliation. Au fond il n'a pas mesuré ce qu'il y avait de haine inextinguible dans cette affaire : le refus absolu de Jospin des méthodes fabusiennes de contrôle du parti. La véritable tragédie du congrès de

Rennes c'est cela : ils n'ont pas osé sauter le pas [...]. Admettez que, s'il m'avait renvoyé de mon poste de Premier ministre après un coup pareil, ça en aurait valu la peine. »

La confusion la plus totale règne. Personne ne donne l'impression de maîtriser les choses et le cours du congrès échappe à tout contrôle. Frédéric Sawicki évoque à propos de Rennes « les effets passionnels découlant de la dynamique propre du congrès ». Au cours d'une nouvelle interruption de séance, Pierre Mauroy obtient, fait unique dans l'histoire des congrès, que la résolution de celui-ci soit différée. La suite des débats est ainsi renvoyée à l'arbitrage le mercredi qui suit le comité directeur préparé par une commission des résolutions dont le mandat a été prolongé. La fatigue aidant, l'ensemble des protagonistes a accepté la proposition du premier secrétaire. François Mitterrand reprend la main à Paris. Le conseiller en communication Jacques Pilhan lui suggère un choc pour purger le conflit et propose un nouveau premier secrétaire jeune – Michel Delebarre ou Henri Nallet). L'alliance Jospin-Rocard-Chevènement refait surface, les rocardiens donnant l'impression d'être prêts à renoncer à Matignon pour prendre pied dans le parti. Au final, la solution de Pierre Mauroy l'emporte : la direction comprendra quatre jospino-mauroyistes, quatre fabiusiens, trois rocardiens, un chevènementiste et un poperéniste, et le numéro deux du parti sera confié aux fabiusiens. Un texte est mis au point et les enjeux de pouvoir, clarifiés. Pierre Mauroy est reconduit à l'unanimité. Le congrès de Rennes témoigne bien d'une autonomisation du parti, dont la définition de la ligne échappe au président de la République. L'« après-Mitterrand » a commencé. C'est un échec pour Pierre Mauroy, mais le maire de Lille a l'impression d'avoir sans doute évité le pire.

Au-delà de la présidentialisation

À l'observation de ce congrès, trois éléments frappent et permettent de dépasser une lecture en termes de simple présidentialisation.

- L'absence de divergences idéologiques

Les seuls points substantiels du congrès tiennent à quelques réformes statutaires, dont on retiendra la suppression du vote par mandat ou le scrutin secret lors du vote sur les motions, de même qu'une nouvelle déclaration de principes entérinant la fin de la Guerre froide (on y lit : « Le Parti socialiste met le réformisme au service des espérances révolutionnaires »). L'absence de débat de fond est frappante. La vérité du congrès est bien le rôle secondaire des textes et des orientations. Pierre Mauroy le reconnaît lui-même : le congrès est selon lui « un pétard sciemment allumé en l'absence de tout enjeu idéologique ». La présence concomitante de l'ensemble des courants du Parti socialiste au sein du gouvernement de Michel Rocard est lourde de

conséquences. Elle entraîne l'impossibilité tactique d'utiliser des arguments contre le gouvernement et de mettre en cause sa ligne politique (Dray-Mélenchon ou Poperen font ici exception). Cette situation, comme l'analyse Frédéric Sawicki, tend à survaloriser « les thèmes extra-gouvernementaux », comme l'organisation du parti et son projet à long terme, qui paraissent moins polarisants ou conflictuels. Mais ce phénomène n'explique pas tout. Les enjeux de pouvoir ont toujours été centraux dans les congrès socialistes mais ils s'habillaient de luttes d'idées qui n'apparaissent même plus nécessaires pour légitimer les ambitions personnelles. Le congrès de Rennes constitue une étape importante dans la désidéologisation du parti, accentuée par la seconde victoire présidentielle.

- Le rapport aux médias

Les luttes de pouvoir apparaissent d'autant plus exacerbées qu'elles sont largement médiatisées. Elles ne se limitent pas aux coulisses du congrès mais se donnent à voir au grand jour, sans réelle euphémisation, devant les journalistes et dans les médias. On observe un relâchement de l'esprit de parti et de la retenue qui enjoignaient aux dirigeants de ne pas trop afficher les divergences (les militants s'insultent et s'invectivent devant les journalistes, Jean-Marc Ayrault évoque en tribune des « magouilles »...). Le congrès est particulièrement médiatisé et l'agenda des négociations tend à se caler sur les journaux télévisés (Lionel Jospin s'impatiente le dimanche matin, il faut selon lui terminer la commission avant le journal de 13 heures). Les protagonistes instrumentalisent les médias pour communiquer et échanger des « coups ». C'est à partir de Rennes que ceux-ci sont devenus des acteurs à part entière des congrès. Les dirigeants manœuvrent en plein congrès de manière inédite à coups de communiqués de presse. Ce manque de retenue choque Pierre Mauroy. On le mesure bien dans ses *Mémoires*. Il lit toutes les dépêches d'agence qui se multiplient pendant le congrès – et qui d'ailleurs, selon lui, vont jouer un rôle essentiel dans les prises de position des divers protagonistes. Pour protéger son image institutionnelle de ce spectacle médiatique, le Premier ministre Michel Rocard reste dans sa chambre d'hôtel durant tout le congrès. Les dirigeants défilent dans sa chambre où il travaille sur ses projets de réforme de la Sécurité sociale. Il écrit : « J'ai pris cette précaution de façon qu'aucune photo ne m'associe à des gens qui se déconsidèrent soit par leur violence verbale, soit par une attitude d'hostilité à Mitterrand. »

- L'intensité des divisions n'est pas réductible aux rivalités des dirigeants ou aux ambitions présidentielles

Le congrès est marqué par l'importance prise par la question de l'héritage mitterrandiste, et donc des enjeux présidentiels à venir. La réélection de 1988 et la certitude que François Mitterrand ne sera plus le futur candidat des socialistes, ajoutées à la nomination de Michel Rocard comme

Premier ministre et à la démission de Lionel Jospin, entraînent l'exacerbation de la compétition présidentielle. Mais le contexte nouveau impose aussi un (re)positionnement de tout un ensemble d'acteurs. Frédéric Sawicki a bien montré qu'il faut dépasser et complexifier la lecture du congrès que proposent les journalistes en termes de querelle Jospin/Fabius ou de présidentialisation. Les luttes de pouvoir apparaissent aux commentateurs avec une telle crudité et une telle visibilité qu'ils ne peuvent l'analyser que comme « une lutte de présidentialisation » éloignée des aspirations de « la base » militante. Le politiste pointe à la fois des facteurs conjoncturels et le poids croissant des enjeux électoraux et professionnels dans le parti. De nombreux délégués ou élus impliqués dans le congrès savent que les changements de direction (nationale et fédérale) vont avoir des conséquences très concrètes sur leur situation personnelle. Tout un ensemble d'acteurs lie leur sort aux futurs candidats. « Si les conflits de pouvoir ont pu être à ce point dicibles au moment du congrès de Rennes, c'est qu'ils revêtaient une signification très concrète pour la plupart des délégués présents ; pour la majorité d'entre eux, les enjeux proprement internes sont devenus absolument prépondérants, voire vitaux. En ces premiers mois de 1990 se conjuguent plusieurs facteurs qui concourent à exacerber les enjeux partisans : des tensions apparaissent entre les élus fortement implantés localement et les instances nationales ou fédérales du parti à propos de la gestion des candidatures et des alliances ; le projet d'extension du mode de scrutin à la proportionnelle et l'aggravation des conflits avec le parti communiste sont appréhendés comme autant de menaces résultant des choix (réels ou jugés probables) des dirigeants du parti ; les aspirations de nouveaux prétendants à exercer un rôle accru dans les instances partisans se heurtent à la monopolisation des postes par la génération ayant accédé au pouvoir dans les années 1970, etc. » Il poursuit : « Ce n'est pas, en ce sens, l'affrontement de Jospin et de Fabius qui 'fait' le congrès de Rennes, mais l'investissement de délégués attachés à la préservation de leurs postes et de leurs positions – investissement qui donne au conflit des prétendants un degré de réalité immédiate très élevé. » Le congrès de Rennes est, dans un parti devenu une machine de professionnels de la politique, un « congrès où tout est enjeu de pouvoir », et ce, d'autant plus que la différenciation idéologique est devenue plus problématique.

La très grande diversité des acteurs impliqués dans le congrès explique sans doute qu'il ait constitué une expérience socialisatrice très marquante, voire traumatique pour de nombreux militants, et qu'il ait laissé une trace très vive dans les mémoires des acteurs. L'image d'une « machine incontrôlable », évoquée par Pierre Mauroy, ou d'une logique d'autodestruction présentée comme implacable revient souvent. Ce congrès a ainsi été longtemps refoulé : « C'est comme si on avait commis un crime, on n'en parle pas », confie Pierre Mauroy à Éric Dupin un an plus tard. Le spectre du congrès de Rennes et de la division est régulièrement brandi par les dirigeants socialistes dès que le parti est traversé par des débats trop animés. Pierre Mauroy, gardien d'une conception unitaire du parti, a lui-même fait un usage politique de ce congrès

« repoussoir » lors du débat fratricide sur le traité constitutionnel européen en 2005.